

Le mouvement ouvrier a l'avenir devant lui ! (1981)

Un aperçu du déclin du mouvement ouvrier ; deux tendances ouvrières sont examinées : l'aciérie Thomas (Cockerill-Liège) et les grèves "sauvages" à Bruxelles et dans les Flandres.

La conclusion est que l'idéal socialiste n'est pas assez élaboré et qu'il est nécessaire de mettre en place les fondements d'une autre société.

Le mouvement ouvrier a l'avenir devant lui !

(L'échec d'un certain socialisme annonce le renouveau du socialisme)

Extraits concernant le déclin du mouvement ouvrier en Belgique¹ et essai d'explication bien insuffisant, mais peut-être utile pour avancer (2011)

Introduction

Pour un observateur extérieur, certaines régions et certains secteurs, particulièrement en Wallonie, résistent à la politique d'austérité du gouvernement et du patronat. On entend même des voix appelant à la grève générale comme en 60-61. L'opinion est habituée à ce que la classe ouvrière "joue le jeu"; quand l'économie va bien, on s'attend à ce que les éléments combatifs réclament des hausses de salaire et autres avantages du même acabit, entraînant plus ou moins facilement l'adhésion de la masse des ouvriers; quand l'économie va mal, c'est sans surprise que l'on voit des militants actifs réclamer que les riches paient, que les hauts revenus soient taxés pour atténuer quelque peu la rigueur des mesures antisociales inévitables, sans s'étonner des difficultés à mobiliser les travailleurs. Le recul actuel du mouvement ouvrier face à l'offensive capitaliste ne serait qu'un mauvais moment à passer, en attendant que la prospérité renaisse de ses cendres.

Par contre, si l'on pénètre au cœur de la classe ouvrière, c'est tout autre chose qu'on ressent. Le mouvement ouvrier est en pleine mutation, il est traversé par toutes sortes de questions fondamentales que cachent les actions routinières menées le plus souvent par des secteurs inexpérimentés entrés récemment dans le syndicalisme actif. Une crise profonde atteint les militants ouvriers les plus éveillés qui n'en finissent pas de ruminer tous les espoirs déçus. L'Histoire du mouvement ouvrier n'est qu'une longue suite d'objectifs ayant recueilli un large soutien et n'ayant pas abouti. Le socialisme et le contrôle ouvrier semblent appartenir au passé, définitivement espèrent les capitalistes, et un Houthuys (CSC) n'a aucune peine à ironiser sur le contrôle ouvrier dont on parle depuis 1921 et qu'on n'a jamais vu. [...]

Histoire d'un échec qui n'en est pas tout à fait un

1. A ses débuts, le mouvement ouvrier organisé a combattu avant tout pour le Suffrage Universel, en soutenant les actions spontanées, brutales de certaines couches encore inorganisées. Il s'agissait pour les ouvriers socialistes, appuyés par l'ensemble des ouvriers actifs, de s'affirmer en tant que classe, de quitter le rang de rebut de la société pour acquérir une certaine dignité. Peut-être aussi que dans l'esprit de beaucoup de révolutionnaires se glissait l'illusion que le droit de vote ouvrirait la voie au pouvoir. Il importe ne pas perdre de vue qu'il y avait très peu d'ouvriers organisés, ils se recrutaient surtout parmi les ouvriers qualifiés réunis dans des syndicats professionnels, tandis que la grande masse des ouvriers restait encore dehors.

Tendus vers cet objectif central, les ouvriers révolutionnaires ne se rendirent pas compte que le parti ouvrier s'engluait déjà dans le parlementarisme, dans les coopératives et toutes sortes d'autres organismes qui, au fond, différaient assez peu d'organisations de charité (chrétiennes, par exemple) ou libérales, démocratiques. Beaucoup d'intellectuels provenaient d'ailleurs de partis bourgeois et importaient beaucoup des défauts petits-bourgeois, peu perceptibles pour les ouvriers qualifiés. La seule lutte pour des réformes, que celles-ci soient importantes ou non, n'indique en rien comment il faut édifier les organisations ouvrières, comment les faire fonctionner pour qu'elles servent bien notre

¹ Rappelons que nous n'avons plus la même conception du mouvement ouvrier (2012).

but. Les chefs socialistes, pour la plupart, calquaient de plus en plus leur comportement sur les politiciens bourgeois "éclairés". Dès 1914, ils s'unirent aux chefs de la bourgeoisie, tombèrent dans leurs bras en invoquant le prétexte de défense de la patrie contre l'agresseur allemand. L'obtention du Suffrage Universel en 1921 ne pouvait apporter de changement politique fondamental, hormis un plus grand nombre de votes et de députés pour le parti ouvrier, qui y puisa des raisons supplémentaires pour entrer fréquemment dans le gouvernement de la bourgeoisie.

2. Néanmoins, le sort des ouvriers qualifiés et des ouvriers des grandes usines s'améliora (salaire plus élevé, emploi plus stable...) et tranchait fort avec celui de grandes masses ouvrières encore misérables (mineurs, chômeurs, ouvriers des petites entreprises...). Ces derniers voulaient une lutte pour les réformes beaucoup plus radicale, considéraient les syndicalistes comme des "privilegiés" (ce qui était exagéré pour la plupart) et se tournèrent vers le communisme.

Il est vrai que les ouvriers qualifiés s'imaginaient qu'ils devaient en partie leur progrès social à la participation gouvernementale, idée évidemment entretenue par les chefs réformistes. Mais ils n'étaient pas disposés à baisser les bras devant le capitalisme et réclamèrent un rôle plus responsable dans la société. Ils approuvèrent avec enthousiasme l'objectif du contrôle ouvrier lancé en 1921 par De Brouckère, mais ils commirent l'erreur de négliger les revendications immédiates qui concernaient une grande masse ouvrière écrasée et pauvre. Le Plan De Man qui concrétisa leurs espoirs en un contrôle ouvrier proche était explicitement dirigé contre la lutte revendicative, "alimentaire" et ne contenait qu'une piètre caricature du contrôle ouvrier.

Les mineurs poursuivirent la tradition ouvrière de la lutte pour les réformes en attirant dans leur orbite une partie de la classe ouvrière, notamment les chômeurs, et se mirent à l'avant pour résister à la politique d'austérité de la bourgeoisie harcelée par la grande crise. Ils furent le fer de lance de la grande grève de 1932.

La division de la classe ouvrière en ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés engendra deux attitudes divergentes qui contenaient pourtant chacune une part de vérité. Cependant, le plus grand mérite revient certainement aux communistes et aux ouvriers qui les soutenaient, car ils cherchaient une voie indépendante de la bourgeoisie, avaient comme point de départ un anticapitalisme farouche qui était et reste la qualité première pour imaginer des solutions prolétariennes.

Avec l'aggravation de la crise, les deux courants se rapprochèrent; et devant la menace du fascisme qui s'ajouta aux problèmes économiques, l'idée du Front Populaire, proposée par les communistes, gagna du terrain. Il fut acquis que les réformes urgentes, économiques et démocratiques devaient être au centre des combats et devaient aider à changer la qualité de la vie, à favoriser en quelque sorte le contrôle ouvrier. Ce dernier aspect restait dans le vague, puisque l'expérience du Plan De Man avait échoué piteusement depuis que son promoteur l'avait jeté aux orties.

Avec la grève de 1936, la bourgeoisie dut commencer à faire des concessions qui se répercutaient cette fois sur l'ensemble de la classe ouvrière pour lui donner un niveau de vie décent et quelques libertés élémentaires.

Quant aux rêves de changer radicalement sa place dans la société grâce à la réduction du temps de travail et aux libertés syndicales (mesures qui auraient dû permettre à de nombreux ouvriers d'accéder à la culture et à des responsabilités), la classe ouvrière dut les remettre provisoirement en poche. Ni les communistes préoccupés par le fascisme, ni la gauche socialiste échaudée par le Plan De Man ne se soucièrent du contrôle ouvrier ou ne surent comment le préparer.

3. Durant la guerre, les communistes firent la démonstration que la lutte pour la démocratie et pour le pain n'étaient pas encore vides de sens, et profitèrent de ces circonstances pour élever considérablement leur crédit. Ils renouaient ainsi en quelque sorte avec la tradition des premiers socialistes.

Mais le capitalisme était devenu plus roué, il s'était adapté aux conditions nouvelles de la classe ouvrière, et seul le nazisme fut défait. Dès que la situation se rétablit, que des nouvelles réformes furent

accordées en récompense des bons et loyaux services des ouvriers pendant la guerre (et surtout par crainte de leurs réactions !), le PCB fut incapable de déterminer la voie à suivre, il sombra dans la participation gouvernementale, ce qui contrastait par trop avec ses déclarations antérieures et attira les plus vives critiques des travailleurs.

Pourtant, à la sortie de la guerre, le mouvement ouvrier paraissait encore plus puissant qu'en 1936; il se révéla que c'était surtout la bourgeoisie qui était affaiblie, notamment à cause de ses attitudes équivoques envers l'occupant allemand.

D'un côté, la grande masse des ouvriers étaient désorientée par la politique réformiste de la bourgeoisie et rejoignait l'indécision, l'hésitation des ouvriers qualifiés, acceptait la collaboration de classes, malgré certaines réserves. D'un autre côté, les ouvriers conscients essayaient de tirer des leçons du passé, tentaient d'aller plus loin; il n'est pas étonnant que ce furent les ouvriers liégeois qui tentèrent de lier la lutte radicale pour les réformes au contrôle ouvrier, parce qu'ils étaient les dépositaires de la tradition ouvrière des grandes usines. Ils prônèrent l'action directe pour les réformes immédiates et la lutte pour les réformes de structures qui consacraient la présence des ouvriers dans toutes les institutions de la société. André Renard est la personnalité qui s'imposa, ni le PCB passant d'un radicalisme outrancier à la collaboration ouverte avec la bourgeoisie, ni le PSB ayant capoté lamentablement en 1940 et embourbé plus que jamais dans l'activité commune avec les capitalistes n'offraient d'alternative. Il est donc normal que cette tendance soit issue de la gauche socialiste désappointée depuis 40. Il est aussi normal que cette tendance, dépourvue de base théorique solide et née en réaction contre deux partis ouvriers, ait été fortement imprégnée par l'anarcho-syndicalisme, par ailleurs toujours vivant en Wallonie. Les mots d'ordre de Renard se ramènent à: action directe, réformes de structures et indépendance syndicale.

Les ouvriers avancés qui espéraient profiter de la situation trouble d'après-guerre pour poser des jalons dans la voie du contrôle ouvrier durent rapidement déchanter. Rien ne fut fondamentalement modifié. D'un côté, se déroulait la lutte syndicale pour élever les salaires, améliorer la sécurité sociale, contre le retour de Léopold III, etc., etc., et de l'autre côté, les chefs syndicalistes, fréquemment conduits par Renard, participaient à toutes sortes d'organismes paritaires nouvellement créés, sans que la masse ouvrière n'y apporte de contribution. Dans l'intention de Renard, ces organes (Conseil National du Travail, Conseil Central de l'Economie, Banque Nationale...) qui se prolongeaient jusque dans les entreprises (Conseil d'Entreprise, Comité Sécurité et Hygiène) assureraient progressivement l'emprise des ouvriers sur tous les domaines-clés de la vie. Quant aux ouvriers, ils constataient que toutes ces discussions et législation échappaient à leur contrôle, que le capitalisme se rétablissait à vive allure, que les réformes obtenues ne répondaient pas à leurs espoirs. En quelques mots, en lieu et place du contrôle ouvrier, ils observaient une collaboration de classe intensifiée.

Le Renardisme balançait entre l'action directe et la "participation". Il ne parvenait pas à harmoniser la lutte quotidienne et la mise en place d'un véritable contrôle ouvrier. Au sein de certaines entreprises, comme l'aciérie Thomas de Cockerill, les ouvriers allèrent plus loin en ne se réclamant peut-être pas de Renard, mais ils en constituaient l'aile gauche et furent influencés par le trotskisme.

L'action directe conduisit à la grande grève de 60-61 qui fut la perte du Renardisme. Partis pour défendre leur pouvoir d'achat, les ouvriers ne réussirent pas à obtenir un succès décisif, leur unité s'étiola au cours du temps: l'action directe rapporta trop peu pour le coût. Pour de nombreux militants, la grève devait donner le coup d'envoi d'une pression dure pour obtenir des réformes de structure, puisque la concertation n'avait pas apporté de satisfaction. Là aussi, l'échec est flagrant, encore plus net, pourrait-on dire, et sans doute aussi plus douloureux.

Les objectifs de Renard ne s'étaient pas réalisés, ni par la concertation au plus haut niveau ni par l'action directe sous la forme la plus incisive qu'il envisageait. Celui-ci démissionna de ses fonctions

dirigeantes dans les organes paritaires et à la tête de la FGTB. N'étant cependant pas disposé à reconnaître l'échec de sa stratégie, il choisit de prendre le prétexte de la relative faiblesse du prolétariat flamand pour se rabattre sur le fédéralisme. Il comptait sur un rapport de force meilleur dans le cadre de la Wallonie pour instaurer ses fameuses réformes de structures.

Pour les ouvriers conscients, c'était toute une politique qui échouait, la démagogie anti-flamande n'altéra pas leur jugement global. Car, dans toute l'histoire du mouvement ouvrier en Belgique, ouvriers wallons et flamands ont toujours poursuivi des buts communs face à une bourgeoisie forte et unie, nullement prête à céder une région: pourquoi se diviser maintenant sans pouvoir diviser l'ennemi?

Le mouvement ouvrier ne s'est pas encore relevé de cette dernière grève générale. Seules certaines usines ont poursuivi la tradition de syndicalisme de combat en limitant, en bradant leurs espérances. La politique de la bourgeoisie d'accorder plus aisément des avantages au cours de la période de haute conjoncture désorienta des masses énormes d'ouvriers et empêcha un mouvement actif pour trouver une autre alternative; les noyaux combattants se réduisirent et la bourgeoisie triompha sur toute la ligne.

Il fallut les graves menaces sur l'emploi pour qu'un ample mouvement réapparaisse dans les régions autrefois les plus ardentes, mais le mordant, la ténacité n'y étaient plus, on ne retrouva que l'ombre du mouvement ouvrier des années 30.

Depuis 1960, le mouvement ouvrier s'est désintégré, les révolutionnaires ont été vaincus ou écartés des postes de direction des organisations ouvrières ou bien, pire encore, ont dégénéré, ou encore se sont rangés, emportant avec eux toutes leurs désillusions. [...]

4. En Wallonie, notamment à l'aciérie Thomas et à Glaverbel-Gilly, les ouvriers tentèrent de progresser vers une sorte de contrôle ouvrier. Tout en continuant à revendiquer des réformes traditionnelles, ils fixèrent eux-mêmes des conditions concernant la production (le nombre d'hommes minimum par poste...). Ce dernier aspect de leur activité revêtant un caractère assez spontané, il ne ressortait à l'extérieur, parmi les autres ouvriers, que l'image d'ouvriers réclamant sans cesse, marqués par le corporatisme. La tactique conduisit à l'isolement et la bourgeoisie put ainsi neutraliser ces secteurs, soit par la répression, soit par l'intermédiaire d'un chantage économique lorsque la crise éclata.

Que l'objectif du contrôle ouvrier soit resté cher au cœur des ouvriers, on en trouve aussi des preuves dans les occupations d'usine avec autoproduction. Ces combats pourtant défensifs du fait qu'ils étaient menés dans de petites entreprises en faillite recueillirent un soutien énorme qui révéla à quel point les ouvriers désiraient s'occuper à leur façon de la production. Les grandes mobilisations pour l'emploi trouvèrent leur motivation principale dans la solidarité avec Glaverbel-Gilly et le Val-St-Lambert.

Des grandes entreprises comme les ACEC, FN, Cockerill-Yards, la Carbochimique, etc., poursuivent un syndicalisme de combat inconséquent et conservent toujours l'idée d'accéder au contrôle ouvrier.

En Flandre et à Bruxelles, apparurent d'autres courants que nous connaissons encore fort mal. Une masse de nouveaux ouvriers fut incorporée dans des entreprises récentes ou agrandies, au sein desquelles était absente toute tradition syndicale et où les conditions de travail étaient particulièrement rigoureuses, impitoyables. Ces ouvriers inorganisés ne trouvèrent de salut que dans la révolte spontanée. Des mines du Limbourg aux usines de montage automobile, les grèves sauvages déferlèrent. Les syndicats flamands durent s'adapter à ce nouveau prolétariat et la poussée de ces ouvriers est sans doute à l'origine de la radicalisation de la CSC.

La grève des dockers eut un énorme retentissement malgré son caractère spontané, car ces travailleurs représentent une tradition de combat en Belgique, ayant déjà auparavant gagné la sympathie des ouvriers combattifs du pays, ils attirèrent en plus vers eux les sympathies des nouveaux

ouvriers. On peut les comparer aux femmes de la FN qui, indépendamment des formes de lutte qu'elles utilisent, grève syndicale en 66 et sauvage en 74, ont un grand crédit dans la classe ouvrière.

Usant d'une autre tactique, la bourgeoisie non seulement concède des réformes, mais essaie même de précéder le mouvement revendicatif. Il s'ensuit qu'en Flandre, le mouvement ouvrier connaît une évolution moins marquée par l'antagonisme avec le patronat, du moins dans certaines entreprises. La "participation" à l'intérieur des entreprises prend des formes plus variées en Flandre et n'est pas sans intérêt. En effet, la bourgeoisie doit apparemment autoriser les ouvriers à se mêler plus activement de la production; cela va des groupes semi-autonomes à des discussions sur les orientations économiques de l'entreprise, etc., etc. Cette tendance témoigne que la bourgeoisie elle-même s'effraie des attirances ouvrières vers le contrôle ouvrier et préfère prendre les devants dans certaines entreprises.

Nous avons décrit l'histoire du mouvement ouvrier de notre pays en parlant d'une période d'essor, suivie d'une période de stagnation et enfin d'une période de régression. Il nous semble que c'est une époque qui s'achève, l'époque des grands objectifs et combats pour des réformes élémentaires. Avec l'écroulement du mouvement socialiste en 1940, l'effondrement du PCB en 1947 et l'échec renardiste en 1960, les ouvriers se sont trouvés dans l'obligation de passer à une autre étape. Les trente années d'après-guerre, ou si l'on veut, les vingt années depuis 1960 font partie des plus sombres moments du mouvement ouvrier en plein désarroi et, en même temps, présentent le mérite incomparable de placer les révolutionnaires devant un choix net: concrétiser la voie socialiste, mener la lutte pour les réformes en préparant effectivement l'avènement d'une société incomparablement supérieure au capitalisme à tous points de vue ou s'effacer pour laisser toute la place au réformisme. [...]

Le fond du problème: réformes, contrôle ouvrier et socialisme

Les théories qui prétendent que la classe ouvrière s'est embourgeoisée partent du principe immuable qu'un peu d'argent et quelques honneurs engendrent automatiquement la concussion et l'arrivisme. Jusqu'à présent, la réalité semble confirmer de telles affirmations, non parce que l'automatisme se vérifie, mais plutôt parce que ceux qui résistent aux "tentations" ne parviennent pas à se maintenir à la direction des organisations révolutionnaires ou ne trouvent pas des successeurs de leur taille. Quant à nous, nous avons émis l'opinion que *l'idéal socialiste n'était pas encore assez élaboré*, que les forces saines n'avaient pas encore réuni les moyens pour s'imposer au reste de la société.

Pourquoi le mouvement ouvrier ne s'est-il pas encore préoccupé suffisamment des questions vitales que nous avons énumérées ?

Réponse immédiate: parce qu'elles ne lui apparaissaient pas comme étant vitales; autrement dit, les ouvriers pensaient réellement améliorer leur sort, malgré certaines réserves, en s'insérant dans la "société de consommation."

Nouvelle question: pourquoi ont-ils cru cela et n'ont-ils pas écouté les nombreux avertissements et nombreuses critiques qui circulent toujours dans la population ?

Réponse plus approfondie: parce qu'ils n'ont pas réussi à se dépêtrer de l'exploitation et de ses conséquences, leur conscience naissante a été avilie, abâtardie. Que s'est-il passé?

Marx avait bien indiqué, entre autres, qu'il fallait diminuer le nombre d'heures de travail pour que les ouvriers puissent s'occuper des vastes problèmes de société, et il a été suivi formellement. Le mouvement ouvrier a revendiqué les 10 heures, les 8 heures, les 40 heures et, à présent, les 36 heures, ce type de revendications n'a pas manqué et a abouti formellement.

Pour des raisons évidentes, les ouvriers ont surtout réclamé des salaires décents qui étaient la condition pour subsister avec leur famille et ont relégué au second plan l'amélioration de leurs conditions de travail. Par la suite, ils furent tentés, d'abord les ouvriers qualifiés et les ouvriers des grandes usines et, ensuite, toute la classe ouvrière, de se libérer en revendiquant "une plus grande part du gâteau", c'est-à-dire de copier en quelque sorte la petite bourgeoisie, avide de rafler le plus de

miettes possibles du festin des monopoleurs; tout en se disant, en le croyant aussi, que c'est "pour la bonne cause", tout en restant attachés aux révolutionnaires, en hésitant, en rouspétant et en luttant sans arrêt. La revendication de la diminution de la durée du travail est devenue un moyen pour augmenter les loisirs, le contrôle ouvrier fut pris en charge par De Man et les chefs socialistes pour "corriger" l'instabilité du capitalisme, etc., etc.

La vérité est simple: la classe ouvrière a fait l'expérience du réformisme, n'ayant pas encore la maturité pour critiquer cette tactique de la bourgeoisie relativement récente, liée à son développement impérialiste. Et comment pouvait-elle acquérir cette maturité sans en faire l'expérience ? Nous ne sommes d'ailleurs pas encore arrivés à ce point.

L'artifice de la bourgeoisie, c'est de se présenter en "porteur de progrès". Chaque fois qu'elle accorde une réforme, elle donne l'impression d'accorder en même temps la prospérité aux ouvriers et elle a beau jeu de réclamer une "légère" contrepartie. En permanence, les ouvriers ont le sentiment d'être dupés, mais cette intuition, ils ne peuvent l'étayer. Ils ont en effet accès à un certain progrès, leur mode de vie s'est modifié progressivement en jetant la confusion.

Nous sommes ainsi confrontés à une soi-disant "société d'abondance" et non plus aux calamités anciennes (misère, réaction noire...) qui ne réapparaissent que périodiquement. Qu'en est-il vraiment ?

Le capitalisme, au cours de ses années de relative stabilité, a seulement pu établir une économie dépendant du pétrole étranger, soumis à l'arbitraire des monopoles, avec une production déterminée, pour sa croissance, par le marché automobile (et militaire) et l'infrastructure indispensable; et pour y arriver, il a encore dû exiger des ouvriers un labeur intensif, avec l'extension du travail en équipes (posté) abrutissant et épuisant, et la hausse éreintante des rythmes de travail.

Ce régime vaut-il la peine d'être conservé, quel avenir réserve-t-il aux travailleurs, d'autant que ses faiblesses intrinsèques ont précipité une crise qui prend toutes les allures d'un cataclysme !

Cette description n'est pas aussi caricaturale qu'il y paraît au premier abord. Un sociologue français dont l'autorité est mieux établie que la nôtre a affirmé crûment que la prospérité de la France pendant les années 60 et 70 a été obtenue grâce à la généralisation du travail en équipes ! Nous y avons ajouté le pétrole et la voiture...

Nous pourrions aussi nous demander comment la profusion d'inventions n'a pas permis de construire des logements confortables pour toute la population, d'améliorer notablement la santé (l'espérance de vie n'a quasiment pas varié depuis 1950), de créer une culture de masse qui soit aussi pitoyable par sa pauvreté... culturelle, etc., etc. Le *potentiel* recelé par le capitalisme souligne d'autant plus son absurdité, son état d'arriération.

La classe ouvrière a échoué dans ses tentatives de passer de la lutte pour des réformes au contrôle ouvrier. Lorsqu'elle a essayé consciemment après la guerre 14-18, ses efforts ont avorté. Par la suite, les ouvriers (certains) se sont glissés dans plusieurs organismes légaux où le patronat était contraint de lâcher quelques informations parcimonieusement triées, de faire quelques concessions, sans jamais être menacé dans ses attributions d'exploiteur.

En général, on conçoit le contrôle ouvrier comme un simple contrôle des ouvriers sur les agissements des capitalistes. C'est insuffisant. Se borner à vérifier, cela veut dire implicitement que l'on renonce à faire mieux, que l'on accepte l'ensemble du système, en se réservant le droit de réagir en cas d'"abus", d'"excès"; on ne vise ainsi qu'à éliminer un "mauvais" capitaliste pour, c'est sous-entendu, le remplacer par un "bon" (ou éventuellement par des chefs syndicaux ou socialistes qui joueraient le jeu du "bon" patron, comme à Cockerill). Une telle attitude défensive ne peut aboutir. L'expérience de l'*autoproduction* montre même que parfois, les ouvriers gèrent encore plus mal que les capitalistes ou, au mieux, appliquent les mêmes principes de gestion, d'où leurs limites.

Il manque encore une esquisse du socialisme, un contenu au contrôle ouvrier, un projet de société supérieur au capitalisme, suffisamment élaboré, découlant d'une critique détaillée du capitalisme, capable de guider l'action quotidienne vers un véritable contrôle ouvrier.

Nous pouvons et nous devons avancer autrement, viser non pas à améliorer superficiellement le sort de l'ouvrier, mais radicalement, complètement.

Pour que les réformes lui profitent vraiment, il doit être capable de "faire mieux" que les capitalistes, c'est-à-dire *commencer* à mettre en place une autre économie, une autre culture, etc. qui s'opposent à l'économie capitaliste, à la culture capitaliste, empêchent les capitalistes de tourner toute concession à leur avantage. Cela signifie aussi que la classe ouvrière doit être capable d'utiliser à bon escient les énormes moyens techniques existants.

Il reste indispensable de critiquer concrètement l'économie capitaliste, tant les choix de production que d'investissement, que toutes les formes de distribution et d'échange, tant l'organisation du travail que la gestion des industries et des services, comme il reste indispensable de critiquer tous les autres domaines de la vie capitaliste. Tant que les illusions sur les "bienfaits" du capitalisme ne seront pas dissipées, le mouvement ouvrier dégringolera, il n'arrivera pas à améliorer sa situation.

[...]

Se dégager de la défensive, s'installer dans l'offensive

[...] Nous avons mis en évidence la nécessité pour les ouvriers de construire une autre économie. Non seulement pour éliminer les abus flagrants au moyen d'une planification qui essaie de bien répartir la production et la consommation et au moyen d'une conquête de l'indépendance vis-à-vis des trusts étrangers, mais surtout pour répondre positivement, réellement, collectivement aux besoins de la population (qui varient d'ailleurs selon les classes, les couches, etc.). Nous atteignons ainsi le concret.

Prenons l'exemple de l'acier et de l'automobile. Se contenter de planifier signifierait ajuster la production d'acier en fonction de la quantité utilisée dans l'industrie automobile (nous ne considérons que l'acier ayant cette destination), afin d'éviter toute surproduction; vouloir une économie indépendante signifierait que la Belgique construise ses propres voitures et résolve le problème de l'énergie et des matières premières.

Mais on néglige le fait que la voiture présente de graves inconvénients que nous avons signalé dans certains articles et qui concernent tant la santé que son poids particulièrement pénible sur la vie quotidienne et que son utilité réelle pour certains déplacements. [Les exemples ne manquent pas] sur les défaillances du transport dans notre pays, problème qui n'est pas près d'être résolu, qui s'est même, par certains aspects, aggravé au cours du temps.

La solution viendra d'une utilisation rationnelle des moyens de transports existants, de leur adaptation, de certaines modifications, ce qui entraînera ultérieurement des changements dans les matières premières, dans la qualité et soulèvera d'autres problèmes tels que l'emplacement des grands magasins, des logements, l'opportunité des autoroutes, etc.

Dès qu'on tire un maillon, c'est une interminable chaîne qui suit. Or, l'acier et l'auto ne constituent qu'un exemple parmi une infinité d'autres, et tout, absolument tout, devra tôt ou tard être envisagé avec une autre optique. C'est la seule voie pour relancer l'économie sans en même temps préparer des crises, pour assurer des emplois stables et élever sans cesse le niveau de vie. Toute autre méthode n'est qu'emplâtre sur une jambe de bois.

Comment faire devant cette somme de domaines aussi variés où s'enchevêtrent de nombreuses disciplines scientifiques extrêmement spécialisées qu'il faudrait orienter dans le sens d'élever le niveau moral et matériel de la société ? [...]

Pour que la classe ouvrière puisse s'occuper des problèmes cruciaux de la société, elle doit se dégager de l'abrutissement quotidien, qu'il soit la conséquence d'un travail intensif exténuant ou d'un travail routinier, monotone, lourd ou léger, commencer à se libérer du travail. C'est aller à contre-courant. En effet, nous avons pu constater que la tactique traditionnelle correspondait à une tactique

patronale: je vous donne le moyen de consommer, dit le patron, en échange, vous acceptez toutes les mesures que je désire à propos de l'introduction de nouvelles machines et de l'organisation du travail (contenu de la plupart des conventions collectives). En apparence, le marché est équitable: hausse de salaires (et autres avantages) contre hausse de l'intensité du travail (déguisée ou non, peu importe). Marché de dupes, en vérité ! Plus les années s'écoulaient, plus les ouvriers trimaient, travaillaient "à pauses", se vidaient de toute substance, devenaient des vieillards prématurés auxquels on donna des bons de sortie de plus en plus tôt.

La vie quotidienne, pour un grand nombre d'ouvriers, est déterminée par le travail lui-même. L'ouvrier qui travaille dur a besoin de récupérer et de se défouler, l'ouvrier qui travaille sans goût, exécutant des gestes faciles toute la journée, quand il quitte l'usine, où trouverait-il l'énergie pour avoir de l'initiative ? Même les ouvriers qualifiés qui seront peut-être contremaîtres – qui sait ? – ne peuvent rien faire d'autre, en dehors de l'usine, que de s'introduire dans des organisations sportives, culturelles dont la direction et l'orientation leur échappent, puisqu'ils sont isolés face à la bourgeoisie (qui a la main sur toutes les grandes organisations, comme les grands clubs de football) ou la petite bourgeoisie bien mieux rodée à imiter les "grands" moyennant quelques améliorations.

Il nous faudra aussi approfondir la nature de la consommation destinée aux travailleurs, de la nourriture au logement, qui non seulement est souvent de mauvaise qualité, mais en plus porteuse d'inconvénients "nouveaux" (nocivité de certains produits alimentaires, charges des habitants tant financières qu'en rafistolages, travaux complémentaires, etc.).

Le recul d'après-guerre que nous avons expliqué par un "engourdissement" de la classe ouvrière qui voulait goûter quelques fruits auparavant défendus, est la note payée pour ce contrat. Mais le pacte avec le diable se paie au prix fort: sa propre chair ! Et, pourtant, la note n'est pas encore apurée: la crise qui jette les ouvriers sur le pavé, qui les oblige à réduire leur salaire, qui les prend à la gorge fait aussi partie du contrat conclu avec le patronat.

Le cercle vicieux, hausse du salaire - abrutissement accru - consommation pour le supporter se rompt de lui-même avec la crise et a laissé la place au cycle: baisse de salaire - abrutissement accru - consommation réduite, qui comporte visiblement sa propre négation. Le marché prend fin, ouvrant une période de désarroi, de réactions désespérées ou réfléchies, de passivité, d'indifférence, de scepticisme et de passion, d'où sortira un renouveau du mouvement ouvrier.

[...]